

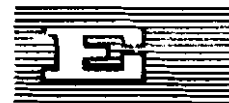
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



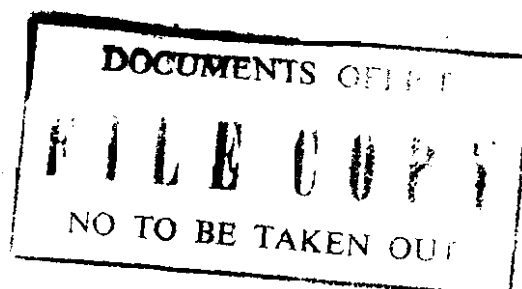
Distr.
LIMITEE

E/CN.14/L. 216
9 février 1965

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Septième session
Nairobi, 9 - 23 février 1965
Point 5 de l'ordre du jour provisoire



ALLOCUTION DU REPRESENTANT DE L'ORGANISATION
DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE A LA
SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION

L'intérêt principal de l'OACI porte sur le point 5(d) (ii) de l'ordre du jour de la septième session, car c'est probablement sous ce point que la Commission examinera la question des transports aériens. L'OACI prendra part aux débats, au Comité I, puis en séance plénière, si cela était nécessaire. Cependant, il pourrait être utile de présenter, dès le début de la session, un bref exposé sur le rôle de l'OACI, en général, et sur l'étendue de ses activités.

Le domaine sur lequel s'exerce la compétence de l'OACI a été fixé par la Convention de 1944 sur l'aviation civile internationale; il couvre, notamment, le secteur entier des transports aériens. L'accord signé en 1947 entre les Nations Unies et l'Organisation de l'Aviation Civile internationale fonde les obligations et procédures de coopération sur la reconnaissance mutuelle des sphères de compétence. L'OACI est donc intéressée à toutes les questions liées aux transports aériens et a le devoir d'intervenir, chaque fois qu'une initiative internationale est proposée. Ses relations avec l'Organisation des Nations Unies sont établies de longue date ce qui permet aux deux organisations de joindre leurs efforts, l'une s'occupant du développement économique en général, l'autre du développement des transports aériens.

En dehors des activités qu'elle poursuit dans certains pays africains, l'OACI a donc suivi avec grand intérêt les travaux que la Commission économique pour l'Afrique a consacrés aux transports. L'OACI a participé aux premières conférences sur les transports en Afrique de l'est tant à la Commission même, qu'aux réunions que celle-ci a organisé. Le Secrétariat de l'OACI a préparé, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, une étude sur le transport aérien en Afrique, document qui a été présenté à la Conférence des transports aériens organisée conjointement par les deux organisations à Addis-Abéba en novembre 1964. Cette Conférence, dont le rapport est à la disposition des participants à la présente session, est parvenue à dégager les obstacles principaux que rencontre le développement coordonné des transports aériens en Afrique et à déterminer la voie qu'il convient de suivre pour tenter de les supprimer. On peut considérer que ce rapport indique les premières mesures à prendre par les pays africains pour réaliser un développement coordonné. Il peut donc être intéressant d'indiquer brièvement, et en termes très généraux, ce que l'OACI entend faire en application des recommandations de cette Conférence.

L'une de ces recommandations porte sur la préparation d'études sous-régionales. Pour leur préparation ainsi que pour l'élaboration des mesures qu'elles impliquent l'OACI est disposée à fournir des experts aux pays qui en feraient la demande à l'issue des conférences sous-régionales dont la convocation a été recommandée.

Une autre recommandation porte sur la convocation d'une Conférence africaine de l'aviation civile et la création d'un organe africain permanent de l'aviation civile. L'OACI préparera les documents de travail à soumettre à cette Conférence et assurera également le service de son secrétariat. Il convient cependant de souligner qu'aux termes de cette recommandation, il faudra d'abord déterminer les relations entre la CEA et l'Organisation de l'Unité Africaine, avant que l'OACI puisse entreprendre la préparation de cette documentation.

En outre, il ne faut pas oublier que l'OACI est en mesure d'assurer les services techniques de secrétariat dont aura besoin un organe régional de cette nature et qu'elle le fera. En fait, pour elle, il s'agit d'un devoir, car cet organe africain aura constamment besoin des conseils et de l'aide d'un personnel compétent qui ait non seulement une connaissance détaillée de la question des transports aériens, mais qui soit également en contact avec les perfectionnements et les tendances qui existent dans le monde entier. Si l'aviation est essentiellement internationale, elle est aussi inter-régionale. Ce sont là des raisons d'ordre pratique, mais il en est aussi une autre, non seulement pratique mais constitutionnelle. A trois exceptions près, tous les pays africains sont membres de l'OACI; ils en obtiennent des avantages, en même temps qu'ils assument envers elle des obligations. Si un pays se lance dans des activités internationales sur le secteur de l'aviation civile sans s'assurer la juste participation de l'OACI, il n'en résultera que de la confusion pour les Etats membres intéressés. En outre, l'OACI est un instrument qui est à portée de la main.

Une autre recommandation de la Conférence des transports aériens porte sur la formation du personnel aéronautique. Nous comptons renforcer encore nos activités de formation en Afrique qui font déjà l'objet de programmes importants - en fait, notre programme de coopération technique pour l'Afrique est plus considérable que celui de n'importe quel autre continent. Par ailleurs, les mesures qui seront prises en application des décisions de la Réunion régionale de navigation aérienne Afrique-Océan Indien qui s'est tenue à Rome en novembre 1964, seront également bénéfiques pour les africains.

Le représentant de l'OACI sera naturellement prêt à fournir davantage de renseignements sur ces questions et sur toutes autres questions de son ressort, lors de l'examen du point 5(d)(ii) de l'ordre du jour.

L'OACI est heureuse des excellentes relations qu'elle a établies avec la Commission économique pour l'Afrique; elle compte bien les maintenir et instaurer ainsi pour l'avenir une coopération avantageuse. L'OACI ne faillira pas à sa promesse de coopération.

- - - - -